

S'IMPLANTER EN INDE - LES 20 PRINCIPAUX ENJEUX ET ÉCUEILS

Les économies mondiales sortent de la crise du COVID-19, qui a failli perturber les chaînes d'approvisionnement dans le monde entier. L'économie indienne est également en mode de relance et de reconstruction. Grâce aux réformes annoncées au cours de la dernière décennie et au plan de relance économique mis en place pendant la pandémie, l'économie connaît une tendance à la croissance et prévoit une progression moyenne de 7 %. Plusieurs mesures d'incitation ont été introduites pendant la pandémie, à savoir des incitations liées à la production, des réformes de l'IDE, une refonte du droit du travail, une simplification de la législation sur les sociétés, etc. pour faciliter les affaires en Inde.

Même avant le COVID, l'Inde est apparue comme l'une des destinations les plus attrayantes non seulement pour les investissements mais aussi pour faire des affaires, se situant à la 63ème place (contre 142 en 2014) dans le classement 2020 de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires. La facilité des règles d'investissement, la documentation pour la création d'une entreprise et plusieurs réglementations sectorielles ont contribué à la facilitation des affaires. Cependant, pour s'y retrouver dans les complexités, lorsqu'il s'agit de créer une entreprise en Inde, certains domaines nécessitent une compréhension approfondie afin de naviguer au mieux

dans la législation. Les indications ci-dessous serviront de guide initial aux investisseurs désireux de s'engager en Inde, pour les aider à examiner et à décider d'une stratégie d'entrée optimale.

Voie de l'investissement

Certains secteurs stratégiques, à savoir les chemins de fer, l'immobilier, l'énergie nucléaire, le secteur du tabac, les loteries et les jeux d'argent, font partie des secteurs interdits et ne sont pas ouverts aux investisseurs étrangers. En dehors des secteurs interdits, il existe deux catégories par lesquelles un investisseur peut investir en Inde : (a) la voie automatique ; (b) la voie d'approbation. La voie automatique implique que l'investisseur certifie lui-même qu'aucune approbation préalable n'est nécessaire pour créer une entité. La voie d'approbation implique que l'investisseur doit obtenir une approbation d'une institution gouvernementale définie, en divulguant les détails du projet à exécuter en Inde. En réalité, la plupart des secteurs relèvent de la voie automatique, à l'exception des compagnies aériennes, de la presse écrite, du commerce de détail, des télécommunications, de l'assurance, de la défense, etc., où il existe des seuils définis pour les investissements étrangers, soumis à l'approbation préalable de l'organisme ministériel compétent.

Écueils

- (i) Comprendre les règles et réglementations sectorielles.
- (ii) Comprendre les délais et les exigences de divulgation des autorités.

Type d'entité

Une société étrangère, désireuse d'établir un lieu d'activité fixe en Inde, peut opter soit pour un format permanent et perpétuel (société à responsabilité limitée - Wholly Owned Subsidiary - WoS, Limited Liability Partnership - LLP), soit pour une extension de la société mère étrangère (Branch Office - BO, Liaison Office - LO, Project Office - PO).

Écueils

- (iii) Une clarté absolue sur l'objectif, pour avoir la structure optimale.
- (iv) Une documentation quasi parfaite et conforme à la réglementation en vigueur.

Conformité réglementaire

Chaque entité est régie par le même ensemble de réglementations déclinées en plusieurs variantes. Une extension d'une société étrangère (Branch Office, Project Office, Liaison Office) peut être exemptée des réunions du conseil d'administration et des assemblées d'actionnaires pour approuver les actions de la société, mais elle doit divulguer en Inde les activités du siège social et fournir des comptes globaux aux autorités indiennes. En revanche, une WoS ou un LLP peut sembler lourde en termes de documentation, mais les actionnaires ne sont pas tenus de rendre publics leurs états financiers.

Écueils

- (v) Comprendre les détails, aussi compliqués soient-ils, afin d'atténuer les problèmes futurs.
- (vi) Obtenir une approbation totale du siège sur la documentation et les rapports.
- (vii) Comprendre les risques liés aux administrateurs locaux, à l'approbation des transactions et à la répartition des pouvoirs.

Principales réglementations

En règle générale, en cas d'enregistrement d'une entité locale en Inde, d'une Wholly Owned Subsidiary

(WoS) ou d'un Limited Liability Partnership (LLP), il existe un ensemble de réglementations en vertu de la loi sur les sociétés de 2013 et de la loi sur la gestion des devises de 1999, qui régissent l'établissement en Inde.

Écueils

- (viii) Souhaitez-vous créer une base permanente en Inde ou une structure à durée déterminée ?
- (ix) Voulez-vous déléguer la prise de décision à des représentants locaux en Inde ?

Réglementation du travail

Comprendre les règles en matière de personnel local et expatrié est crucial pour la gestion opérationnelle. Les questions relatives à la main-d'œuvre sont soumises à un ensemble de règles fragmentées, appliquées dans le cadre de politiques définies par le gouvernement central et les gouvernements des États. Le nouvel ensemble de codes du travail (4 nouveaux codes du travail) est sur le point d'être notifié, ce qui faciliterait la gouvernance et la mise en œuvre sans ambiguïté et garantirait la facilité des affaires.

Écueils

- (x) Comprendre le droit du travail applicable.
- (xi) Comprendre les règles d'engagement, de désengagement, de rémunération, de congés, de sécurité sociale, etc.

Droits de propriété intellectuelle

Bien que les lois sur la propriété intellectuelle soient harmonisées avec les réglementations internationales, il existe une documentation et des procédures relatives à la lutte contre les infractions. Le choix de la structure, la nature de l'activité peuvent nécessiter la divulgation de la PI et d'informations sensibles.

Écueils

- (xii) Quelles sont les préoccupations et la sensibilité liées à la divulgation du savoir-faire technique ?
- (xiii) Devez-vous transférer la propriété intellectuelle locale à une entité locale en Inde ?

Fiscalité

Le statut fiscal d'une entité est déterminé par le type d'entité et la nature des opérations. Les taux d'imposition varient en fonction de la structure et des

activités entreprises. La combinaison de la fiscalité transfrontalière, de la réglementation sur les prix de transfert et de la législation fiscale indienne est cruciale pour garantir une optimisation fiscale des opérations en Inde.

Écueils

- (xiv) Existe-t-il une convention fiscale internationale avec le pays de l'investisseur ?
- (xv) Le flux de transactions peut-il entraîner des risques fiscaux pour l'investisseur ?
- (xvi) Lois fiscales en Inde relatives aux transferts d'actions, à l'impôt sur les dividendes, aux actifs numériques ?

Stratégie de sortie

Une stratégie d'entrée est incomplète sans une stratégie claire de sortie, étant donné la dépendance à l'égard des facteurs mondiaux, des technologies émergentes, des barrières fiscales, du réalignement de la chaîne d'approvisionnement, etc. Un investisseur étranger doit connaître les voies de sortie, les coûts, le temps nécessaire et les responsabilités, tout en planifiant

son investissement en Inde. La sortie des WoS et des LLP est désormais régie par un code bien défini, l'Insolvency and Bankruptcy Code 2016, qui définit les processus et les délais de liquidation.

Écueils

- (xvii) Quelle est l'exposition fiscale des investisseurs et des administrateurs lors de la sortie de l'Inde ?
- (xviii) Le rapatriement est-il soumis à l'impôt ?
- (xix) Comment récupérer les créances en cas de liquidation ?
- (xx) Précurseur de la liquidation, de la dissolution, de la suspension des opérations, du licenciement de la main d'œuvre.

Il existe des guides plus détaillés pour la production (interne ou externalisée), le commerce (commerce de gros et de détail), les ventes par le biais du e-commerce, les laboratoires de recherche et développement ou les centres de développement de logiciels et d'applications, etc. La liste ci-dessus couvre les questions initiales, qui devront ensuite faire l'objet d'une stratégie détaillée et être affinées par des recommandations d'experts.



Himanshu Srivastava

Partner

Business Advisory

himanshu.srivastava@asa.in



Léa Parmentier

Assistant Manager

French Desk

lea.parmentier@asa.in

Lien vers les autres articles

* Destiné à l'usage exclusive des clients et du personnel du cabinet